

20201117 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2020/11/17/squats-a-lyon-1-2-un-reconfinement-plus-dur-que-le-confinement/>

Société

La réalité des squats en confinement à Lyon

[Enquête 1/2] Cet hiver s'annonce difficile pour les habitants des squats lyonnais. Alors que plusieurs ont ouvert récemment, peu avant la [fermeture de celui de Maurice Scève](#), certains manquent de tout. Nourriture, produits d'hygiène mais aussi bénévoles (confinés ou au travail) manquent à l'appel.

Par [Pierre Lemerle](#) publié le 17/11/2020 à 17h33
actualisé le 18/11/2020 à 20h32

Entre coups de mains et [lancement de cagnottes](#), les soutiens s'organisent et en appellent aux pouvoirs publics.



L'entrée de la maison rue Élie Rochette, à Sans Souci (8e arr.), un des derniers squats ouverts à Lyon. © Pierre Lemerle/Rue89Lyon

Un peu de lumière filtre, ce mercredi soir, de la nouvelle « Maison Sans souci » un des derniers squats ouverts à Lyon.

Dans cette grande bâtisse de trois étages, rachetée par la mairie de Lyon en 2014, une trentaine, de sans-abri ont trouvé refuge depuis le 24 octobre dernier. Les lieux ont été aménagés par les habitants et les soutiens. La végétation obstruant l'entrée a été dégagée et une barrière a été installée pour accueillir, en sécurité, les enfants de trois familles.

Dans la salle de vie, des plans s'éparpillent sur la table principale.

« On a beaucoup de branches de métiers représentés dans les collectifs, sourit un soutien. Même des architectes ! »

Gestion de la nourriture, travaux à faire... Des messages s'affichent sur le mur pour organiser les lieux. L'un surplombe les autres : « Merci de respecter le voisinage ! »

[Besoin d'info sérieuse et indépendante : abonnez-vous à Rue89Lyon gratuitement le premier mois avec le code confinement2](#)

Bien conscients de cette nécessité, les résidents répètent sans cesse être ici « pour être tranquille ». À 17 heures, ils sont une dizaine à se réchauffer les mains autour d'une plaque de cuisson, une des rares des nouveaux lieux. La plupart des salles sont encore « en chantier » en cette deuxième semaine d'installation.

« Nous ne sommes pas ici pour chercher des problèmes, veut marquer l'un d'eux, un brin nerveux. Nous voulons juste être dans un lieu où on en est en confiance, pour éviter la Covid ».



Des messages sont affichés au mur de la Maison sans souci. © Pierre Lemerle/Rue89Lyon

« Le confinement freine l'arrivée de dons »

Haute de trois étages, disposant de plusieurs chambres et salles d'eau, cette ancienne demeure bourgeoise, plantée dans un parc de plus de 3 000 m², fait office de quasi-oasis pour eux. Dès leur arrivée, les bénévoles ont réparé les carreaux cassés pour lutter contre le froid. Depuis, ils travaillent dans les salles d'eau et les connexions électriques. Des cordistes vont aussi venir replacer des tuiles sur le toit.

« Nous avons tous passés un an, six mois dans la rue... On veut se poser. Nous travaillons depuis plusieurs semaines pour aménager les lieux. On veut que le lieu devienne agréable », marque Mamadou.

Un peu en retrait du groupe, Ibrahim s'avance pour partager son expérience personnelle :

« J'ai passé neuf mois à dormir sous le pont de Jean-Macé. Les gens me connaissent bien là-bas. L'État n'a jamais réussi à me trouver une solution. Nous avons besoin d'être là, dans un logement sur plusieurs nuits. »

Peu à peu, ils espèrent s'organiser pour avoir leur indépendance. En attendant, les soutiens ont sollicité la Croix-Rouge pour obtenir une aide alimentaire. Pour le reste, ils sont entre deux et quatre à passer chaque jour pour bricoler, faire de la plomberie, de l'électricité...

« Évidemment, le confinement ralentit ce processus, commente un soutien. Il freine l'arrivée de dons. »

Dans les squats de la métropole de Lyon, un reconfinement pire que le confinement

De l'autre côté de Lyon, au squat Durs à cuire de Caluire, les habitants ont déjà l'expérience du premier confinement. Pour eux, pas de doute : celui-ci est bien plus dur que le premier. Contrairement à mars, l'aide s'est tarie pour la soixantaine de sans-abri vivant dans ces bâtiments squattés appartenant au centre hospitalier du Vinatier. Les habitants connaissent de nombreux problèmes d'électricité. La nourriture et les produits d'hygiène manquent. Le chauffage, aussi.

« Une femme a accouché il y a deux semaines, raconte Oussmane, son bonnet sur la tête pour se protéger du froid. Ce n'est pas possible pour elle et son enfant de vivre dans ces conditions. Nous n'avons presque pas d'eau chaude... Je ne peux me doucher qu'une fois tous les trois ou quatre jours. »

Les traits tirés, Ibrahima, arrivé en France en 2017, fait le même constat :

« On est dans une grande précarité, on manque de tout, à commencer par les sacs-poubelles, constate-t-il, fatigué. Quand ceux de la cuisine seront remplis, on ne saura même pas où mettre les déchets. »

Durant deux semaines, les poubelles n'ont pas été ramassées par les services de la Métropole à cause de problème de tri, selon les résidents. « On n'avait pas les informations pour faire cela correctement », souffle un habitant. Depuis, les services sont passés mais des poubelles subsistent. Elle s'entassent sous un escalier d'un bâtiment d'accueil.



Les habitants du Durs à Cuire, un des squats de la métropole de Lyon, manquent de masques.
©Pierre Lemerle/Rue89Lyon

Banque alimentaire, cagnotte...

Dans un reconfinement où le travail a continué, les militants ont plus de difficultés à se mobiliser. Les bénévoles retraités, craignant la maladie, sortent moins quand les jeunes, venus prêter main forte lors du premier confinement, sont moins disponibles.

Les habitants, eux, ont du mal à travailler. [Les quelques demandeurs d'asile « livreurs »](#) n'osent plus sortir par peur des contrôles. Enfin, la fermeture de plusieurs Resto du cœur durant le confinement rend difficile l'accès à la nourriture.

« On s'organise et on travaille avec les soutiens », commente Oussmane.

Ces derniers demandent une aide de la banque alimentaire et un soutien des collectivités. À l'image de ce qui avait été fait lors du premier confinement, ils espèrent une aide d'urgence, comme celle qui avait été mise en place par la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS). En attendant, [une cagnotte a été mise en place](#) pour tenter de renflouer les caisses. Une aide a aussi été sollicitée auprès de la banque alimentaire.

Au 115, 1 300 personnes appellent sans trouver de solution d'hébergement

Dans la rue, la situation est critique. Au 115, regroupant tous les appels pour les hébergements d'urgence du département, 1300 appelants n'ont pas trouvé « preneurs » la première semaine de novembre, selon l'association Alynea en charge du Samu social lyonnais.

« Ce chiffre ne prend pas en compte les personnes ayant abandonné et arrêtant d'appeler le numéro », précise Maud Bigot, du pôle urgence de l'association.

Le calcul est rapide à faire. Malgré l'ouverture – plus rapide qu'habituellement – de nouvelles places d'accueil dans le cadre du plan grand froid déclenché par le préfet, Pascal Mailhos, les mesures d'urgence ne permettent pas, pour l'instant, d'héberger tout le monde. 1038 places au total vont être proposées dans les structures d'hébergements et hôtels cet hiver. 320 seront ouvertes, en plus, dans les salles collectives « en cas de grand froid ». Dans ces conditions, les squats semblent souvent l'unique manière de trouver un hébergement. La préfecture espère cependant répondre à la demande d'ici la mi-décembre.

« On ouvre des squats seulement parce qu'il y a des gens à la rue et des bâtiments vides, rappelle à propos Colette de l'Intersquats. Pour nous, il s'agit de montrer qu'il y a un problème politique et faire reconnaître le droit au logement. »

L'ouverture d'un lieu d'accueil pour femmes en projet à Lyon

Pour la ville centre, l'adjointe PS en charge des affaires sociales, Sandrine Runel, évoque 400 à 450 sans-abri « visibles » sur Lyon même. Elle défend les mesures mises en place pour accueillir en urgence durant novembre. Les 156 places de l'auberge de jeunesse du 5^e arrondissement et les 90 places du centre d'hébergement Riboud qui vont être réquisitionnées pour l'hiver d'ici fin novembre.

Sur le plus long terme, la signature d'une convention pour l'ouverture d'un lieu d'accueil pour femmes en difficulté est en discussion.

Du côté de la Métropole, l'exécutif met en avant les aides d'urgences annoncées par Bruno Bernard le jeudi 12 novembre. Parmi ces mesures, une subvention « exceptionnelle » de 260 000 euros va être octroyée à des associations venant en aide aux plus précaires. Et sur le plus long terme, la collectivité envisage de conventionner certains squats existants [lire prochainement notre enquête sur le sujet].